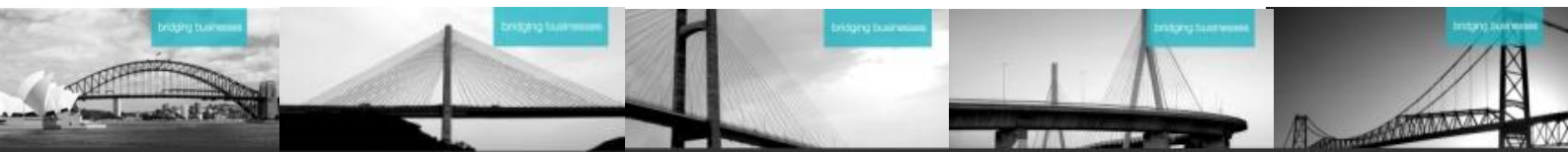


RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX DES YVELINES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 7 allée Edgar Degas
78160 MARLY LE ROI



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX DES YVELINES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 20 mars 2025

Le Commissaire aux comptes
JPA



Damien POTDEVIN

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Fonds propres et réserves		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres	17 709	17 709
- Fonds commercial							
- Autres	3 500	3 500			Réserves :		
Immobilisations corporelles	51 730	24 997	26 733	38 509	- Réserve légale		
Immobilisations financières					- Réserves réglementées		
TOTAL I	55 230	28 497	26 733	38 509	- Autres	146 973	146 973
Actif circulant :					Report à nouveau	82 578	79 229
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 184	3 349
Marchandises					Subvention d'investissement	7 933	8 205
Avances et acomptes versés sur commandes					Provisions réglementées	34 812	32 856
					TOTAL I	292 189	288 321
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)	49 314	13 634
Clients et comptes rattachés	1 092		1 092	12 214	Dettes		
Autres	73 152		73 152	51 513	Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	303 101		303 101	271 639	Fournisseurs et comptes rattachés (40)	4 594	8 028
Caisse	18		18	18	Dettes sociales et fiscales (42-43-44)	18 189	24 100
TOTAL II	377 363	0	377 363	335 384	Autres	39 810	39 810
Charges constatées d'avance (III)					TOTAL III	62 593	71 938
TOTAL GENERAL (I+II+III)	432 593	28 497	404 096	373 893	Produits constatés d'avance (IV)		
					TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	404 096	373 893

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX 78

Edition du 01/01/2024 au 31/12/2024 avec brouillard hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises	0	250
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	20 400	28 525
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	72 242	76 532	Subventions d'exploitation	209 835	196 386
Impôts, taxes et versements assimilés	2 492	3 347	Autres produits	84 286	74 145
Rémunération du personnel	143 460	154 483	Produits financiers	2 564	2 471
Charges sociales	57 302	55 506			
Dotations aux amortissements	13 351	12 790			
Dotations aux provisions	45 367	2 462			
Autres charges	1 392	2			
Charges financières					
TOTAL (I)	335 606	305 122	TOTAL (I)	317 085	301 777
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	8 670	7 731	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	29 375	14 426
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	344 276	312 853	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	346 460	316 203
BENEFICE OU PERTE	2 184	3 349			
TOTAL GENERAL	346 460	316 202	TOTAL GENERAL	346 460	316 202

FCS78 Fédération des Centres Sociaux et socioculturels des Yvelines

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT 2024

Les comptes annuels présentés laissent apparaître au bilan de l'exercice clos le **31/12/2024** un total de **404 096 euros**, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, un résultat de **2 184 euros**.

L'exercice a une durée de **12 mois**, recouvrant la période du **1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024**.

1. Objet Social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- regrouper les Centres sociaux et socioculturels, favoriser leur développement, les représenter, susciter la création de nouveaux centres.

- apporter une aide technique à ses ressortissants dans différents domaines tels que l'information, le financement, la gestion, la formation, l'analyse des besoins et le contrôle des résultats A cette fin elle associe dans une concertation permanente les différents acteurs qui sont impliqués dans la vie des centres sociaux.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2. Nature et périmètre des activités ou mission sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Faire réseau autour de nos valeurs Démocratie, Dignité, Justice sociale et Pouvoir d'Agir des habitants – RV réseaux, échanges de pratiques entre pairs, accompagnement des renouvellements de projets sociaux.

Projets, actions en phase avec les réalités sociales du territoire : Egalité et Justice sociale, une dynamique Jeunesse, Bien Vieillir, Famille et Parentalité.

Renforcer la qualification des acteurs, faire évoluer les pratiques.

Développer et renforcer nos alliances : réseaux associatifs franciliens et nationaux partageant nos valeurs d'Education Populaire (UFFCS, FSCF, CRAJEP...) et partenaires stratégiques (CAFY, MSA, services décentralisés de l'Etat : SDJES, DICAT, DILCRAH, EPCI GPSEO).

Les activités se sont exercées auprès de 51 adhérents, personnes morales du département agréés Centres Social ou Espace de Vie Sociale par la CAF des Yvelines.

3. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice)

- Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice :
- Engagés et terminés dans l'exercice :
- Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture :

Ressources humaines (recrutements de l'exercice en termes quantitatifs et qualitatifs ; évolution moyenne des rémunérations à effectif constant et évolution de la masse salariale totale)

- Renouvellement important au niveau de l'équipe salariée fédérale : départ de Mme Céline BALANCA le 31 mai 2024 (rupture conventionnelle) et de Mme JOLIVET-MARTIN le 28 juin 2024 (démission), passage de Mme Lénica VAUTIER du 22 avril au 22 juillet 2024 (rupture de la période d'essai), arrivée de Mme Lindsay DRAIN le 13 mai 2024, de Mme Eléonore REZKALLAH le 2 septembre 2024 et de Mr Sidibe ADAMA le 19 novembre 2024,
- Evolution moyenne des salaires à effectif constant : +7,57% hors prime exceptionnelle de partage de la valeur (PPLV) (application de l'avenant 10-2022 de la CCN ALISFA au 1^{er} janvier 2024).
- Masse salariale globale s'élevant à 200 762,32€, soit -4,4% par rapport à 2023 (vacance de poste de 9 mois sur un ETP – 3,24 ETP sur 2024).

Autres moyens/dépenses engagées

- Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités s'est élevé à 70 à comparer au 203 au titre de l'exercice précédent.

4. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos, ni postérieurement à la clôture de l'exercice

5. Principes et méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 et le règlement N°2018-06 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- l'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;
- les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

6. Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Amortissement et dépréciation d'un actif :

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

2024 –

- Kits numériques mis à disposition des 8 centres sociaux ayant suivi la formation Accueil/Accès aux droits en partenariat avec le PIMMS Yvelines et avec le soutien de la CAFY.
- Mise au rebut des kits numériques acquis en 2021.
- Cession à l'assurance AXA de la Clio incendiée en juin 2023
- Renouvellement de l'écran Viewsonic (écran cassé)

6.2 Actif circulant

Les créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6.3 Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	17 709				17 709
Ecarts de réévaluation					
Réserves «dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	146 973				146 973
Report à nouveau «dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	79 229	3 349			82 578
Excédent ou déficit de l'exercice «dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»			2 184		2 184
Situation nette	243 911	3 349	2 184		249 444
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 205		8 524	8 797	7 933
Provisions réglementées	32 856			7 731	34 813
TOTAL	284 972				292 189

6.4 Provisions réglementées :

Fonds dédiés

6.5 Provisions pour risques et charges (engagements de retraite et grosses réparations)

- Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture:

— Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie) 67 ans

— taux d'actualisation : 0,6%/an

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le solde de la provision retraite est de 14 465,59 € à la fin de l'exercice après la dotation annuelle de 831,96€.

- Une provision de 34 848€ (devis signé) pour refonte du site internet et charte RGPD

Provisions : Fédération des centres sociaux 78

Au 31/12/2024

NATURE DES PROVISIONS	Montant déb. d'exercice	Augmentation Dota. Exer.	Diminutions Repris.exer.	Montant fin d'exercice
Provisions réglementées -Prov.reconst.gisem.miniers, pétrol. -Provisions pour investissements -Provisions pour hausse des prix -Provisions pr fluctuation des cours -Amortissements dérogatoires -Prov.fisc.impl.étranger av 1-1-1992 -Prov.fisc.impl.étranger ap 1-1-1992 -Provisions pr prêts d'installation -Autres provisions réglementées TOTAL I				
Provisions pour risques et charges -Provisions pour litiges -Prov.pour garanties données clients -Prov.pour pertes s/marchés à terme -Provisions pour amendes et pénalités -Provisions pour pertes de change -Prov.pr pensions & oblig.similaires -Provisions pour impôts -Prov.pr renouvellement des immobil. -Provisions pour grosses réparations -Prov.pr charg.social.& fisc.s/congés -Autres prov.pour risques et charges TOTAL II	13 634	832		14 466
	13 634	35 680		49 314
Provisions pour dépréciation -Immobilisations incorporelles -Immobilisations corporelles -Titres mis en équivalence -Titres de participation -Autres immobilisations financières -Stocks et en-cours -Comptes clients -Autres provisions pour dépréciation TOTAL III				
TOTAL GENERAL (I + II + III)	13 634	35 680		49 314
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles				

6.6 Dettes

CADRE B - ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au +	A + d'un an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convert.(1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emp.aup.étbl.crédit à 2 ans maxi.				
Emp.aup.étbl.crédit à plus 2 ans				
Empr.dettes financ.divers (1)(2)				
Fournisseurs et cptes rattachés	4 594	4 594		
Personnel et comptes rattachés	6 951	6 951		
Sécu.soc., autres organis.sociaux	11 238	11 238		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes assimilées				
Dettes /immobil.& cptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	39 810	39 810		
Dettes représ.titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
T O T A U X	62 593	62 593		
<i>(1) Empr.sous.en cours d'exercice</i> <i>(1) Empr.remb. en cours d'exercice</i> <i>(2) Montant des div.empr.& dettes contractés auprès assoc.pers.phys.</i>				

7. Informations relatives au compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Cotisations 51 adhérents 76 112,45 €

7.1.2 Vente de prestations de service interventions fédérales 20 400€

Produits des interventions fédérales : sollicitation du réseau pour des interventions/formations sur site et contribution aux actions régionales UFFCS.

7.1.3 Subventions d'exploitation

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent

constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		53 107	14 000	133 128,29	9 600
Subvention d'investissement				8 523,96	

- Convention pluriannuelle (2024-2026) d'objectifs et de moyens entre la FCS 78 et la CAF des Yvelines pour un montant de 80 000€.
- Un soutien de la CAFY sur une action de formation accueil/accès aux droits en partenariat avec le PIMMS Yvelines (21 528,29€ fonctionnement + 8 523,96€ investissement).
- Un soutien de la CAFY sur une formation des animateurs des ACM labellisés Onz'17 de 6 000€.
- Renouvellement 2024 de la convention REAAPY avec la CAFY-animation de réseau 25 600€.
- Convention de gestion avec la CNAV Ile de France – projets « Bien Vieillir » pour un montant annuel de 9 600€ (2024).
- Reconduction du partenariat avec la Communauté d'Agglomération GPSOE (14 000€ en 2024).

7.1.4 Transfert de charges

Mutuelle enfants et fonds formation professionnelle

7.2 Charges du compte de résultat

7.2.1 Salaires et charges sociales

L'effectif salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	4
Agents de maîtrise et Techniciens	0
Employés	0
Ouvriers	0
Total	4

L'information pour l'exercice sur les rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés de l'association ne peut être fournie, car elle correspondrait à une information individuelle.

Les dirigeants de l'association sont bénévoles.

7.2.2 Report en fonds dédiés

Report des 5/8 des subventions Label Onz'17 SDJES 78 et CAFY 2024 pour 9 687,50€, formation réalisée sur 2024-2025.

7.3 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes :
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services :

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

7.3.1 Bénévolat

La charge administrative et comptable est assurée bénévolement par les administrateurs. L'évaluation des contributions volontaires bénévoles est de 5 500 € pour l'année 2024 (charges patronales non comprises – base SMIC brut).

7.3.2 Mise à disposition des locaux

Mise à disposition des locaux (72 m2, 2 niveaux, 3 pièces – sanitaires) 7 Allée Degas 78160 Marly le Roi par convention avec l'APES et la SNR ; charges locatives incluant les fluides. L'APES ne nous a pas communiqué l'évaluation de cette contribution volontaire en nature.

7.4 Autres informations sur le contenu de poste du bilan et du compte de résultat

7.4.1 Honoraires du Commissaire aux Comptes

3 830€